



**CALVADOS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
(NOMINATIFS)  
N°14-2024-007

PUBLIÉ LE 8 JANVIER 2024

# Sommaire

## **Préfecture du Calvados / Direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial**

14-2024-01-08-00003 - Délégation de signature avec ordonnancement secondaire Direction Départementale de la protection des population (2 pages)

Page 3

14-2024-01-08-00002 - Délégation de signature Direction Départementale de la protection des population (7 pages)

Page 6

Préfecture du Calvados

14-2024-01-08-00003

Délégation de signature avec ordonnancement  
secondaire Direction Départementale de la  
protection des population



**PRÉFET  
DU CALVADOS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la coordination  
des politiques publiques et  
de l'appui territorial**

**ARRÊTÉ**  
**portant délégation de signature**  
**à M. Raphaël FAYAZ-POUR,**  
**directeur départemental de la protection des populations du Calvados**  
**en matière d'ordonnancement secondaire**

**LE PRÉFET,**

**VU** la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992, relative à l'administration territoriale de la République ;

**VU** le code des relations entre le public et l'administration, notamment son article L. 221-2 ;

**VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

**VU** la loi organique n°2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances ;

**VU** le décret n°2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;

**VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**VU** le décret n°2009-1484 du 3 décembre 2009 modifié relatif aux directions départementales interministérielles ;

**VU** le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

**VU** le décret n° 2012-1247 du 7 novembre 2012 portant adaptation de divers textes aux nouvelles règles de la gestion budgétaire et comptable publique ;

**VU** l'arrêté de la Première ministre en date du 27 décembre 2023 nommant M. Raphaël FAYAZ-POUR, directeur départemental de la protection des populations du Calvados à compter du 8 janvier 2024 ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2020 relatif à l'organisation de la direction départementale de la protection des populations du Calvados ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2020 portant organisation du secrétariat général commun départemental du Calvados à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021 ;

**VU** le contrat de service du secrétariat général commun départemental du Calvados signé le 9 mars 2023 ;

**SUR PROPOSITION** de la Secrétaire générale ;



## ARRÊTE

**Article 1<sup>er</sup>** : Délégation de signature est donnée à M. Raphaël FAYAZ-POUR, directeur départemental de la protection des populations du Calvados, à l'effet de procéder à l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses de l'État imputées sur les titres relevant des programmes cités à l'article 2 du présent arrêté.

Cette délégation porte sur l'engagement, la liquidation et le mandatement des dépenses, à l'exclusion des actes de gestion budgétaire courante inférieurs à 25 000 €.

**Article 2** : Délégation de signature est donnée à M. Raphaël FAYAZ-POUR, directeur départemental de la protection des populations du Calvados, aux fins de procéder à l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses de l'État pour les BOP suivants, dans le cadre de l'engagement de service établi avec le secrétariat général commun départemental :

- le BOP 113 « Biodiversité »
- le BOP 134 « Développement des entreprises et de l'emploi »,
- le BOP 181 « Prévention des risques »,
- le BOP 206 « Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation » à l'exclusion des dépenses d'action sociale inférieures à 25 000 €,
- le BOP 382 « Lutte contre la maltraitance animale »,

Concernant le BOP suivant, la présente délégation porte sur les actes relatifs à la passation des marchés publics et les bons de commande de matériels, fournitures et travaux d'un montant supérieur à 25 000 € :

- le BOP 354 « Budget de fonctionnement des services déconcentrés »,

**Article 3** : Sont exclus de la présente délégation :

- a) les ordres de réquisition du comptable public,
- b) les décisions de passer outre aux avis défavorables du contrôleur financier local en matière d'engagement des dépenses,
- c) les décisions attributives de subvention ainsi que leur notification lorsqu'elles n'ont pas fait l'objet d'une délégation particulière.

**Article 4** : M. Raphaël FAYAZ-POUR peut subdéléguer la délégation de signature qui lui est consentie aux agents placés sous son autorité, par un arrêté préfectoral pris au nom du Préfet et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Le Préfet sera informé du nom et des fonctions des subdélégués.

**Article 5** : Toutes les dispositions antérieures à celles du présent arrêté sont abrogées.

**Article 6** : La Secrétaire générale et le directeur départemental de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui entrera en vigueur à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Caen, le 8 / 11 / 2024.

BS

Stéphane BREDIN



Préfecture du Calvados

14-2024-01-08-00002

Délégation de signature Direction  
Départementale de la protection des population



**PRÉFET  
DU CALVADOS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la coordination  
des politiques publiques  
et de l'appui territorial**

**ARRÊTÉ  
portant délégation de signature  
à M. Raphaël FAYAZ-POUR,  
directeur départemental de la protection des populations du Calvados**

**LE PRÉFET,**

- VU** le code de la commande publique ;
- VU** le code des relations entre le public et l'administration, notamment son article L. 221-2 ;
- VU** le code rural et de la pêche maritime;
- VU** le code du commerce ;
- VU** le code de la santé publique ;
- VU** le code de la consommation ;
- VU** le code de l'environnement ;
- VU** le code du tourisme ;
- VU** le code général des collectivités territoriales ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- VU** le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 modifié relatif aux directions départementales interministérielles ;
- VU** le décret n°2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;
- VU** le décret n° 2015-1252 du 7 octobre 2015 relatif aux tarifs des courses de taxi ;
- VU** le décret 2020-1218 du 2 octobre 2020 relatif aux conditions techniques du transport des denrées périssables sous température dirigée ;
- VU** l'arrêté de la Première ministre en date du 27 décembre 2023 nommant M. Raphaël FAYAZ-POUR, directeur départemental de la protection des populations du Calvados à compter du 8 janvier 2024 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 31 mars 2011 modifié portant déconcentration des décisions relatives à la situation individuelle des fonctionnaires et agents non titulaires exerçant leur fonction dans les directions départementales interministérielles, dans le cadre de l'engagement de service établi avec le secrétariat général commun départemental ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2020 relatif à l'organisation de la direction départementale de la protection des populations du Calvados ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2020 portant organisation du secrétariat général commun départemental du Calvados à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021 ;

VU les règlements de comptabilité publique et les instructions ministérielles qui définissent leurs modalités d'application ;

**SUR PROPOSITION** de la Secrétaire générale ;

## ARRÊTE

**Article 1<sup>er</sup>** : Délégation de signature est donnée à M. Raphaël FAYAZ-POUR, directeur départemental de la protection des populations du Calvados, à l'effet de signer :

- tous les actes relatifs à l'organisation et au fonctionnement des services sur lesquels il a autorité,
- tous les actes concernant la gestion des personnels sur lesquels il a autorité et notamment les actes relatifs aux conditions individuelles du travail des agents, les actes relatifs aux rémunérations exceptionnelles liées à la manière de servir des agents, les actes relatifs au dialogue social interne aux structures bénéficiaires et les actes relatifs aux procédures disciplinaires des agents. Sont exclus de la présente délégation, les actes de gestion administrative courante en matière de gestion des personnels.
- dans le cadre de ses attributions et compétences, les actes et décisions énumérés dans les annexes ci-jointes.

**Article 2** : Délégation de signature est donnée à M. Raphaël FAYAZ-POUR, à l'effet de représenter le pouvoir adjudicateur, de passer et de signer, dans le cadre de ses attributions et compétences, les marchés publics qui relèvent des attributions de la direction départementale de la protection des populations du Calvados.

Cette délégation est donnée sous réserve du visa préalable du préfet en ce qui concerne :

- la signature des marchés passés au nom de l'État d'un montant supérieur à 90 000 € HT,
- les éventuels avenants relatifs à ces marchés et tout avenant portant un marché à une somme supérieure à 90 000 € HT.

**Article 3** : M. Raphaël FAYAZ-POUR peut subdéléguer la délégation de signature qui lui est consentie aux agents placés sous son autorité par un arrêté préfectoral pris au nom du préfet et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Le préfet sera informé du nom et des fonctions des subdélégués.

**Article 4** : Toutes les dispositions antérieures à celles du présent arrêté sont abrogées.

**Article 5** : La Secrétaire générale et le directeur départemental de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui entrera en vigueur à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Caen, le 8 / 1 / 2024 .

85

Stéphane BREDIN





Annexe à l'arrêté préfectoral portant délégation de signature au profit de M. Raphaël FAYAZ-POUR  
directeur départemental de la protection des populations du Calvados

**ADMINISTRATION GÉNÉRALE**

<b>Nature de la délégation</b>	<b>Prévu par</b>
Toutes les décisions et mesures de gestion des personnels titulaires et non titulaires en application de l'arrêté ministériel du 31 mars 2011 modifié portant déconcentration des décisions relatives à la situation individuelle des fonctionnaires et agents non titulaires exerçant leur fonction dans les directions départementales interministérielles, dans le cadre de l'engagement de service établi avec le secrétariat général commun départemental	Arrêté ministériel du 31 mars 2011
Acte de gestion des biens affectés à la DDPP du Calvados, dans le cadre de l'engagement de service établi avec le secrétariat général commun départemental	Contrat de service du 09 mars 2023
Délivrance de la carte professionnelle	R 205-2 CRPM

## AU TITRE DU CODE RURAL ET LA PÊCHE MARITIME

<b>Nature de la délégation</b>	<b>Prévu par</b>
<b>Délégation de la surveillance des maladies</b>	
recueil des informations sur l'apparition d'un danger sanitaires	L 201-7
Conventionnement avec les organismes à vocation sanitaire (OVS) – GDS en l'occurrence	L 201-9
Délégation des tâches aux OVS – GDS en l'occurrence	L 201-13
<b>Vétérinaires sanitaires et mandatés</b>	
Délivrance, suspension et retrait des habilitations des vétérinaires	L 203-1 sauf R 203-111
Mise en demeure et désignation d'office d'un vétérinaire sanitaire Gestion des vétérinaires sanitaires	L203-3 R 203-2
Exécution des mesures de police sanitaire et gestion des mesures	L 203-7
Exercice du mandat sanitaire (expertise par un vétérinaire sanitaire)	L 203-8
Appel à candidature d'un vétérinaire sanitaire à mandater (actes de recherche de maladies réglementées, certification) Mandatement des vétérinaires	L 203-9
<b>Ordre des vétérinaires</b>	
Enregistrement des vétérinaires	L 241-1
Saisine de la chambre régionale de discipline	L 242-5
<b>Protection des animaux</b>	
Contrôles des établissements ouverts au public et suites, sauf fermetures	L 214-2
<b>Animaux de compagnie</b>	
Déclaration des fourrières et contrôle des règles sanitaires	L 214-6-1
Immatriculation des élevages	L 214-6-2
Autorisation des expositions et ventes d'animaux	L 214-7
Autorisations, agréments et habilitations du transport des animaux vivants (délivrance, de suspension ou de retrait)	L 214-12
Ordonner des mesures vis-à-vis des locaux ou lieux insalubres pour la détention ou l'exposition des animaux	L 214-16 L 214-17
Mesures pour éviter la souffrance des animaux	R 214-17
Prescription de mesures en cas d'insalubrité et de problème santé animale	R 214-33
Agrément des transporteurs (délivrance, retrait)	R 214-51
Certificat d'aptitude au transport	R 214-57
Mesures d'urgence	R 214-58
Dérogation à l'étourdissement (abattage rituel)	R 214-70 et 71 R 214-79
Dérogation à l'introduction d'animaux vivants sur un site d'équarrissage	
Autorisations, agréments et habilitations du transport des animaux vivants (délivrance, de suspension ou de retrait)	L 214-12
Ordonner des mesures vis-à-vis des locaux ou lieux insalubres pour la détention ou l'exposition des animaux	L 214-16 L 214-17

**Identification animale – Enregistrement dans les élevages**

Mesures de gestion de l'identification, recueil et traitement des anomalies Contrôle de des matériels d'identification animale, contrôle et traitement des données, supervision de l'EDE Accès et utilisation des données (automatisées)	L 212-6 et suivants
Mesures de gestion des animaux non identifiés, restrictions de mouvement...	D 212-19 D 212-28
Registre d'élevage	L234-1

**Activités de reproduction**

Délivrance, suspension et retrait de l'agrément des établissements	L 222-1
--	---------

**Indemnisation**

Indemnisation des animaux abattus sur ordre de l'administration	L 221-2
---	---------

**Animaux dangereux ou errants**

Mises en demeure, décisions ou arrêtés visant à mettre en œuvre les mesures gestion des animaux dangereux ou errants en cas de carence du maire	L211-11 L211-14
Délivrance des certificats de capacité peuvent exercer l'activité de dressage des chiens au mordant	L211-17

**Lutte contre les maladies animales – police sanitaire**

Exécution d'office des mesures de surveillance et de lutte contre les dangers sanitaires	L 223-4
Gestion des maladies animales	L223-5
Arrêté de mise sous surveillance d'un élevage en cas de suspicion de maladie	L 223-6-1
Arrêté de déclaration d'infection	L 223-8
Mesures de police destinées à lutter contre la rage	L 223-9

**Contrôle sanitaire**

Mandatement des vétérinaires	L 231-3
Mesures de gestion de lots (animaux, produits animaux) non conformes (retrait, rappel, destruction...)	L 232-1
Mesures de police en cas de danger sanitaire grave et imminent, mesures pour remédier à l'inexécution d'une mise en demeure : obligation d'exécution, fermeture partielle ou totale de l'établissement	L 233-1
Agrément sanitaire des établissements	L 233-2
Agrément des centres de rassemblements d'animaux	L 233-3
Gestion des produits contaminés	L 236-1 A

**Conditions techniques du transport des denrées alimentaires sous température dirigée**

Reconnaissance des centres de tests des engins de transport de denrées alimentaires sous température dirigée, suppression ou retrait de la reconnaissance	R 231-49
---	----------

**Alimentation animale**

Agrément des établissements de préparation, transformation de l'alimentation animale	L 235-1
Mesures prises suites à l'inexécution des prescriptions de mise en conformité d'un	L 235-2

établissement prévues à L 235-1

**Contrôle aux échanges intracommunautaires et à l'exportation**

Enregistrement ou agrément des établissements L 236-8  
Mesures prises suites à l'inexécution des prescriptions prévues à L 236-9 L 236-10

**Mesures de police administrative**

Mises en demeure – tous domaines (protection animale, lutte contre les maladies animales, échanges intracommunautaires, exportation, exercice de la pharmacie de la chirurgie ou médecine vétérinaire et leurs textes d'application) L 206-2 I

Décision ou arrêté visant à suspendre une activité d'un établissement L206-2 I.

Décisions ou arrêté visant à suspendre ou retirer provisoirement ou définitivement le certificat de capacité ou l'agrément d'un établissement L206-2 II.

**Lien avec le parquet**

Présentation des transactions au procureur de la République L 205-10

**AU TITRE DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT**

**Espèces non domestiques**

Déclarations ou autorisations de détention, cession ou transport d'animaux d'espèces non domestiques L 412-1

Délivrance, suspension ou retrait des certificats de capacité pour l'entretien d'animaux d'espèces non domestiques L 413-2  
R 413-7

Autorisations d'ouverture des établissements d'élevage d'animaux d'espèces non domestiques, de vente, de location, de transit ou destinés à la présentation au public de spécimens vivants de la faune locale ou étrangère L 413-3

Mises en demeure, décisions ou arrêtés visant à suspendre ou retirer provisoirement ou définitivement l'autorisation d'un établissement R 413-45  
à

Décisions de prescription ou d'exécution d'offices de mesures d'urgences R 413-51  
nécessités par le bien-être animal ou la protection de l'environnement  
Décisions de consignation de sommes pour l'exécution de travaux

**Installation non comprise dans la nomenclature des installations classées**

Mise en demeure pour faire disparaître des dangers ou des inconvénients dûment constatés L 514-4

## AU TITRE DU CODE DE LA CONSOMMATION

Retrait rappel, suspension de la diffusion des produits présentant un danger pour la santé des consommateurs,	L 521-7
Utilisation à d'autres fins, réexportation destruction de produits dont la mise en conformité n'est pas possible	L 521-10
Suspension de la mise en marché d'un produit dans l'attente de la réalisation des contrôles, consignation de sommes	L 521-12
Contrôles réalisés d'office	L 521-13
Décision de complément des informations non conformes à l'article L 423-1 figurant sur les produits, les emballages.	L 521-14
Suspension de la mise ou retrait en marché d'un produit non conforme	L 521-16
Suspension d'une prestation de service en cas de danger grave et immédiat	L 521-20
Suspension d'une prestation de service non réglementée par le livre IV du même code, en cas de danger grave et immédiat	L 521-23
Délégation de signature des autorités administratives aux fonctionnaires de catégories A placés sous leur autorité	R 521-1
Arrêté fixant le tarif des courses de taxis	Décret n°2015-1252 du 7 octobre 2015